

Pour la défense du service public, de la protection sociale, Contre le chômage et la précarité ! Il faut libérer les salariés de la peur du lendemain

La crise sanitaire **COVID** met en exergue les **dégâts** provoqués par la **gestion approximative** de nos dirigeants.e.s. Ce manque d'envergure a un impact sur **le plan social et dans notre travail au quotidien**. Dès cet été, nous avons été confronté.e.s à un **surcroît d'activité** lié à l'augmentation inouïe du nombre d'inscrit.e.s (**les prévisions de 20% de privé.e.s d'emploi en plus d'ici les 6 prochains mois vont bon cours suivant les sources**), à la mise en place de **règles d'accueil extrêmement contraignantes** qui, sous couvert d'une gestion sanitaire et raisonnée de la situation épidémique, **éloignent nos usager.e.s du service public de l'emploi** et rendent encore plus difficile l'accompagnement que nous devons leur apporter.



Dans ce contexte social particulièrement dégradé, à rebours des observations unanimement partagées, **Pôle emploi maintient le Pack de démarrage**, prestation collective « pensée » dans un contexte de retour au plein emploi et lance la prestation « **Un emploi stable, c'est pour moi** ». Elle consiste à verser **des millions dans la poche de marchands de soupe prestataires de formations au rabais**. Ces officines **privées** auront les coudées franches pour **l'imposer à des chômeurs/euses**, sans en référer aux agent.es. Ce serait risible si ce n'était pas grave.

En parallèle, notre ministre de tutelle, Elisabeth BORNE, annonce **l'embauche** en agence de **3000 conseiller.e.s** pour faire face à cette situation inédite. Problème : ces renforts arriveront en 3 vagues et se verront proposer... **des CDD !!** Des précaires pour combattre la précarité !! L'effectif de Pôle emploi, avec la modification de la CCN du 31 juillet, pourrait comprendre **jusqu'à 1/4 du personnel en situation de précarité !**

Qui peut croire que l'arrivée (au mieux) de 1-2 conseiller.e.s par agence va résorber l'augmentation des tâches que nous devons accomplir ? Bien avant le confinement, la CGT a alerté sur **l'impossibilité de mener à bien notre travail** auprès des usager.e.s. Les agent.e.s sont de plus en plus noyé.e.s dans la masse des portefeuilles saturés et des attentes qui s'accumulent. Demain, comment garder confiance et crédit auprès des privés d'emploi avec l'application de la **réforme de l'assurance chômage**, que la crise a seulement reportée, si nous ne faisons rien pour contrecarrer cette régression sociale ?

La crise sanitaire démontre combien les services publics et la protection sociale solidaire **sont incontournables** pour garantir à toutes et tous une protection face aux aléas de la vie de la naissance à la mort. C'est pour **défendre notre protection sociale et nos services publics, dont celui de l'emploi**, que nous devons toutes et tous nous **mobiliser le 17 septembre** et descendre dans la rue pour les rassemblements interprofessionnels organisés partout en France.

Défendons nos emplois, nos missions et nos usager.e.s !

Plus que jamais, devant le chômage de masse qui s'annonce, le partage du temps de travail et des richesses devient une nécessité !

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, EXIGEONS :

- **Le passage à 32h pour toutes et tous sans perte de revenu,**
- **La CDIisation de tou.te.s nos collègues précaires,**
- **L'embauche massive de CDI sur les missions indemnisation, conseil et dans les fonctions supports,**
- **L'augmentation des salaires et des traitements,**
- **L'annulation définitive de la contre-réforme de l'assurance chômage qui massacre les droits à indemnisation des privés d'emploi.**